

ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCILCONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIALRESTRICTED
E/AC.7/W.37
30 July 1948
FRENCH
Original : RUSSIANDual Distribution for Council Members

COMITE SOCIAL

RAPPORT DE LA TROISIEME SESSION DE LA
COMMISSION DES QUESTIONS SOCIALES

MIGRATION

URSS : Projet de résolution

La délégation de l'Union soviétique propose de remplacer le texte entier du projet de résolution No 2 de la Commission des questions sociales en matière de "migration" (Voir doc. E/779, Annexe II, paragraphe 95, page 41) par le projet de résolution ci-après, et de prendre celui-ci pour base de discussion :

"LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

CONSIDERANT l'article 55 de la Charte des Nations Unies, estime que :

1. Tous les gouvernements des Etats membres des Nations Unies ont pour mission l'établissement d'un niveau de vie élevé pour toute la population se trouvant dans le pays, au moyen de mesures sociales, économiques et politiques progressives, dans l'intérêt de la population entière du pays, mais non pas en tirant parti des difficultés temporaires d'autres pays (pays d'immigration), et non pas au détriment des intérêts des populations de ces pays.

RECEIVED

AUG 23 1948

UNITED NATIONS
ARCHIVES

2. On pourra admettre, à titre exceptionnel, dans certains cas, des mouvements migratoires de travailleurs d'un pays à un autre, mais uniquement en vertu d'un accord provisoire et bilatéral conclu entre les gouvernements intéressés avec la participation des organisations syndicales de ces pays et à condition que le pays d'immigration garantisse aux travailleurs étrangers:

- (a) Les droits égaux à ceux de la population nationale, au point de vue économique et social, ainsi qu'au point de vue politique en cas de résidence définitive, sans aucune limitation et sans aucune mesure discriminatoire pour des raisons de race, de sexe, de langue ou de religion ;
- (b) le retour immédiat dans son pays d'origine de tout travailleur étranger qui en fera la demande, ainsi que des membres de sa famille ; le paiement de toutes les dépenses provoquées par le déménagement du travailleur étranger et de sa famille devra s'effectuer aux frais du gouvernement du pays d'immigration en cas d'inexécution de l'accord conclu entre les gouvernements.

3. Le problème des réfugiés et des personnes déplacées doit être séparé des problèmes de migration en général, étant donné qu'il s'agit d'un problème particulier qui doit être résolu séparément, conformément à la résolution n° 136 (II) de l'Assemblée générale sur le retour des personnes déplacées dans leur pays d'origine."